

LE DECAPSULEUR

JOURNAL DU COMITE D'ENTREPRISE
DU CANAL DE PROVENCE

JUIN 87 n° 15

EDITO

RETRAITE

Lundi 4 mai 1987 (8 h 15)

Je rentre de vacances (depuis 15 jours j'ai quitté la société) ; à la porte de mon bureau, 3 agents m'attendent et le dialogue s'instaure :

- les agents : Nous voulons te voir.
- HJC : Ah bon ! Pourquoi ?
- les agents : En ta qualité de secrétaire du C.E., es-tu au courant des retraites ?
- HJC : Oui, dans leurs généralités
- les agents : A la société ?
- HJC : Non, tout mon savoir réside dans le fait que depuis plusieurs années, après le succès du contrat de solidarité concernant les préretraites, le C.E demande à la Direction de signer un contrat de retraite à mi-temps. Mais au juste, qu'avez-vous à me dire ?
- les agents : Voilà ! Notre chef de service, nous a convoqué et nous a informé que le service du personnel allait étudier nos conditions de départ à la retraite.
- HJC : Avez-vous 60 ans, au moins.
- les agents : Non !
- HJC : C'est curieux ! pour l'instant la seule chose que je peux faire, c'est d'aller me renseigner à la Direction Générale auprès du Secrétaire Général.

Plus tard dans la matinée :

- HJC : M. le Secrétaire Général : des agents viennent de m'informer que leur chef de service les avaient convoqués afin de leur faire part que le service du personnel allait étudier les conditions de leur départ à la retraite, sachant qu'ils n'ont pas encore 60 ans, qu'est-ce que cela veut dire ?
- Le Secrétaire Général : La Direction n'est pas au courant.
- HJC : Le mystère s'épaissit, il me semble quand même troublant (compte tenu des us et coutumes internes) qu'un chef de service prenne ce genre d'initiative sans l'aval de la Direction.
- Le Secrétaire Général : Je vais me renseigner.

Au moment où j'écris, la situation est restée la même, c'est-à-dire toujours opaque ; mais sachez qu'elles sont les possibilités de retraites actuellement en vigueur.

- * Possibilité de prendre sa retraite à 60 ans à condition d'avoir 37,5 ans de cotisations dans divers régimes. (choix individuel).
- * Possibilité à la Direction de signer aujourd'hui un contrat de solidarité baptisé "contrat de retraite progressive", (qui n'impose plus à l'employeur le remplacement nombre par nombre des départs en préretraite).

C'est ce type de contrat de solidarité que la Direction n'a jamais voulu signer jusqu'à présent.

FLASH XXX^{EME}

SERA-T'IL LA ?



Enfin, la dernière invention du patronat "qui ne veut pas de vague", et surtout ne pas ternir son image de marque, c'est le :

"licenciement préretraite négocié" (avec l'intéressé).

A savoir qu'à partir de 55 ans, le salarié est licencié avec ses indemnités, il a alors devant lui officiellement 2 ans d'allocation chômage mais en réalité 5 ans, car les ASSEDIC prolongent quasi automatiquement jusqu'à la retraite les aides aux chômeurs de plus de 57 ans ; ce système alourdit les charges de l'UNEDIC, mais permet surtout à l'employeur de choisir les salariés qu'il veut faire partir.

"C'EST LE MEILLEUR MOYEN DE VIDER "LES PLA-CARDS" SANS POUR AUTANT PERDRE LES VIEUX SAGES".

Cette formule est en fait un licenciement économique déguisé et non déclaré.

Encore une fois, alors que depuis longtemps nous demandons à la Direction une réponse claire sur la signature d'un contrat de solidarité "retraite progressive", celle-ci se dirige vers des solutions ambiguës, à l'instar de toute logique de gestion rationnelle du personnel ; et surtout en laissant dans l'ignorance les instances représentatives du personnel, et pendant ce temps, les bruits courent ; mais une chose est sûre, en l'absence d'incitation, de dynamisme, de prospective d'avenir, de plus en plus d'agents de plus de 55 ans veulent sans aller au meilleur prix, quant à la forme, la Direction devrait faire preuve de prudence.

JC HONNORAT.